



Pôle Ressources Economiques

MARSEILLE PROVENCE  
CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE



# Observatoire avancé

## Les entreprises des BdR face à la crise

Enquête flash

Février 2009



# Sommaire

## Synthèse

Page 03

Février 2009 : 57% des entreprises concernées par le ralentissement économique

La principale préoccupation de l'entreprise : maintenir son activité

Des mesures gouvernementales connues et jugées utiles

Un besoin d'information régulier des entreprises sur la crise

## Méthodologie

Page 08

Le climat des affaires dans les Bouches-du-Rhône en février 2009

Page 09

Dispositifs d'aide aux entreprises: notoriété et utilité

Page 14



## Février 2009 : 57% des entreprises concernées par le ralentissement économique

### > Rappel du contexte

Depuis 2007, la croissance économique française connaît un ralentissement dû à plusieurs facteurs dont la baisse du pouvoir d'achat, elle même liée à l'augmentation des prix à la consommation et au gel des salaires. A ce ralentissement économique, se sont ajoutées une crise immobilière dont les effets se sont fait sentir en début d'année 2008 et une crise financière au 2ème trimestre 2008.

Afin d'anticiper les problèmes et les fragilités à venir par grands secteurs économiques et/ ou par territoires et préconiser des actions de soutien de l'activité économique, l'observatoire avancé des PME évalue l'impact de la crise sur le moral et la performance des entreprises locales.

### > Le climat des affaires sur les 5 derniers mois

En octobre 2008, l'observatoire avancé des PME a montré que 40 % des PME du département connaissaient un ralentissement de leur activité et en particulier le secteur de l'immobilier qui pensait ressentir le plus fort de la crise à cette époque. Après cinq années de période faste, le ralentissement dans l'immobilier et le BTP se manifeste par une augmentation des défaillances, surtout dans les TPE de moins de 3 ans et sur le marché des particuliers. L'intérim sert de variable d'ajustement aux entreprises avec une baisse de 25% par rapport à la même période l'an dernier.

En novembre 2008, ce sont les grandes industries de l'ouest du département (sidérurgie et pétrochimie du pourtour de l'Étang de Berre) qui ont commencé à subir, par « effet domino », les contrecoups de la crise automobile avec des répercussions sur l'emploi (recours au chômage partiel, contraction de l'intérim...) et la sous-traitance : Naphtachimie a diminué de 60% sa production, les 3 sites d'Arkéma du département se sont mis au ralenti. Ineos et Lyondel Basell ont réduit la voilure, Cabot France va arrêter définitivement sa production.

Contrecoup de la baisse de la consommation, le secteur de la microélectronique est également touché sur la zone de Rousset. Atmel a annoncé 145 suppressions de postes durant l'été 2008 et ST Microelectronics a eu recours à des mesures de chômage technique en janvier 2009.



## Février 2009 : 57% des entreprises concernées par le ralentissement économique

Le commerce de détail a fait l'objet d'une enquête spécifique en janvier 2009: 33,6 % des commerçants ressentent les effets du ralentissement économique sur leur activité, sans différence notable suivant les familles d'activité. Pour la grande majorité d'entre eux (80%), leur principale préoccupation pour l'année à venir est le maintien de leur niveau d'activité.

### > Février 2009 : la barre des 50% d'entreprises concernées par le ralentissement économique est franchie

Cette 2<sup>ème</sup> enquête réalisée auprès de 800 entreprises des Bouches-du-Rhône, révèle que :

> 57 % des entreprises répondantes déclarent une activité en baisse par rapport à la même période l'an dernier (contre 40% en octobre 2008): le ralentissement économique se généralise avec une progression de 17 points en 3 mois.

> La crise s'étend par vagues successives. Après l'immobilier et les grandes industries, d'autres secteurs économiques considèrent qu'ils ont déjà ressenti le plus dur de la crise : les services financiers et la construction (en fin d'année 2008).

Le soutien de l'investissement public et privé, par la présence dans notre département, de grands projets (Iter, Euroméditerranée ..) et les annonces des collectivités locales en faveur d'un maintien de l'investissement pour 2009 doivent permettre de contenir les effets de la crise.

### > Dans 3 mois, des difficultés importantes sont à attendre dans les PMI du département.

Déjà concernées par le ralentissement économique, elles estiment que le plus dur est à venir sous 3 mois.

En cause, pour partie, le ralentissement du niveau d'activités observé depuis novembre 2008 chez les grands donneurs d'ordre de la pétrochimie et de la sidérurgie du pourtour de l'Étang de Berre, ainsi que de la microélectronique à Rousset. Le soutien de la sous-traitance industrielle et la recherche de débouchés dans des secteurs moins exposés (construction aéronautique et navale, énergie, raffinage) est une priorité d'actions.



P05 Pôle Ressources Economiques

MARSEILLE PROVENCE  
CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE



## → La principale préoccupation de l'entreprise: maintenir son activité

**> Un glissement des préoccupations des entreprises : le maintien de l'activité est la principale préoccupation à court terme devant la gestion de la trésorerie.**

Alors qu'en octobre 2008, la question financière (gestion de la trésorerie ) et le maintien du niveau d'activité viennent en tête des préoccupations à court terme des chefs d'entreprises (pour respectivement 38% et 35% des répondants), le maintien de l'activité prend le pas et s'affirme aujourd'hui comme le principal défi pour l'entreprise (38% des répondants).

La gestion de la trésorerie, et d'une façon moindre le recouvrement des créances, régressent dans les préoccupations des entreprises.

Ceci est dû à une baisse du besoin de financement de la part des entreprises, qui reportent leurs investissements. C'est également le signe que les dispositifs mis en place par l'Etat (nomination du médiateur du crédit, fonds supplémentaires octroyés aux banques pour financer les PME) et les conditions d'accès au crédit par les banques ont eu une certaine efficacité.

**> Sur le plan social, les entreprises résistent : 74% d'entre elles cherchent à maintenir leurs effectifs (67% en octobre 2008).**

Des intentions d'embauche et des intentions de licencier au même niveau



## → Des mesures gouvernementales connues et jugées utiles

> **Les mesures d'aide aux entreprises:** les entreprises connaissent bien les mesures gouvernementales du plan de relance d'octobre 2008, beaucoup moins les initiatives décentralisées. D'une façon générale, les mesures d'appui à l'entreprise sont plébiscitées par les entreprises, qui les jugent plutôt utiles ou très utiles (entre 76% et 86% suivant les mesures).

En octobre 2008; la principale attente des entreprises portait sur la mise en place des aides de l'Etat.

Aujourd'hui trois groupes d'aides se dégagent:

- **les mesures à forte notoriété:** il s'agit de mesures gouvernementales « phare » du Plan de relance d'octobre 2008 qui ont bénéficié d'une forte communication nationale.

L'exonération de la taxe professionnelle sur les investissements et la désignation d'un médiateur du crédit sont connues par près de la moitié des entreprises, plus élevé que celui constaté par TNS Sofres au niveau national en décembre 2008.

Le fonds stratégique d'investissement (FSI) dispose d'un bon taux de notoriété : les 20 milliards € annoncés pour intervenir en fonds propres dans les entreprises françaises porteuses de projets stratégiques pour l'économie ont marqué les esprits, même si cette mesure est moins connue dans les Bouches-du-Rhône qu'au plan national. Daher, Valéo et le Fonds de Modernisation des Équipements Automobiles font partie des investissements réalisés ou annoncés à date du 25 février 2009.

- **les mesures à notoriété moyenne:** les entreprises en ont entendu parler mais ne les connaissent pas bien. 40 à 50% des entreprises ne les connaissent pas du tout.

Il s'agit du renforcement des moyens d'Oseo et de la saisie des CCSF (Commissions départementales des chefs de services financiers et des représentants des organismes de sécurité sociale et assurance chômage)

- **la mesure dont la notoriété est faible:** il s'agit d'une mesure « décentralisée » gérée localement à vocation informative : Parrain PME DRIRE.



## Un besoin d'information régulier sur la crise

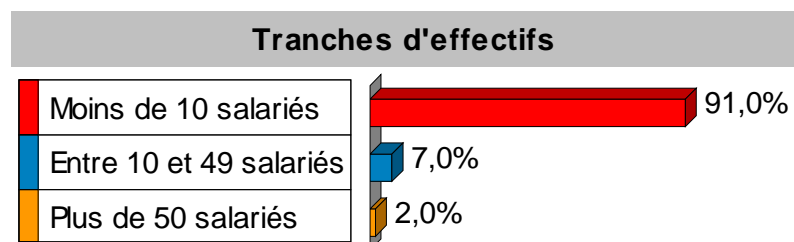
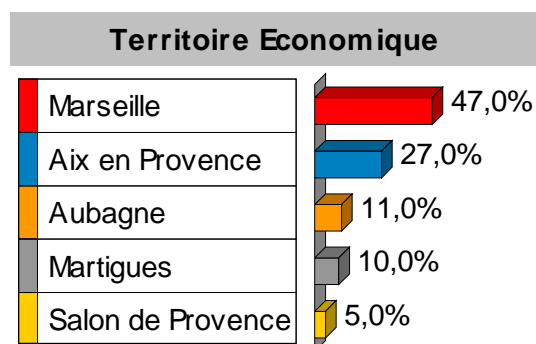
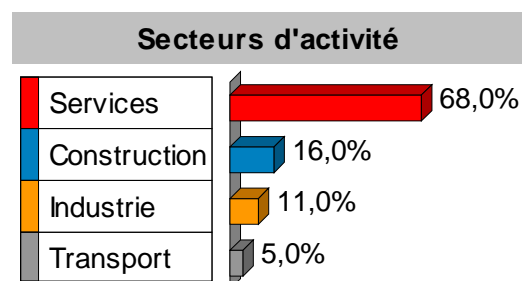
**Allo Pme**, dispositif mis en place par la Ccimp sur la prise en charge des questions et problèmes des chefs d'entreprises liés à la crise, doit permettre de combler le déficit de notoriété des mesures d'aides aux entreprises.

Celles-ci sont à 65% très intéressées par une information régulière sur la crise (site web, alerte e-mail..) et les dispositifs d'accompagnement.

> **En synthèse, bien qu'elles anticipent une dégradation de l'économie dans les prochains mois, les entreprises des Bouches-du-Rhône doivent adopter en temps de crise une attitude offensive en particulier en recherchant de nouveaux marchés locaux ou internationaux, en développant une stratégie d'innovation ou de niche .**



# → Méthodologie de l'enquête flash



> L'enquête a été réalisée du 02 au 06 février 2009 :  
786 entreprises sondées

Elle comprend une vague d'enquête téléphonique (550 réponses) et une vague d'enquête web (236 réponses)

Cette enquête constitue la deuxième vague de l'observatoire avancé des effets de la crise sur les PME des BdR. Elle fait suite à une enquête réalisée à la mi-octobre 2008 auprès de 800 entreprises de la circonscription de la CCIMP tous secteurs d'activité confondus (hors commerce de détail).

> L'échantillon

Source : Fichier consulaire CCIMP au 15/09/08 qualifié par Clientis, outil de marketing direct de la CCIMP.

L'échantillon est redressé afin de respecter une représentativité du tissu économique local sur la taille de l'entreprise et sur son territoire d'implantation.



Pôle Ressources Economiques

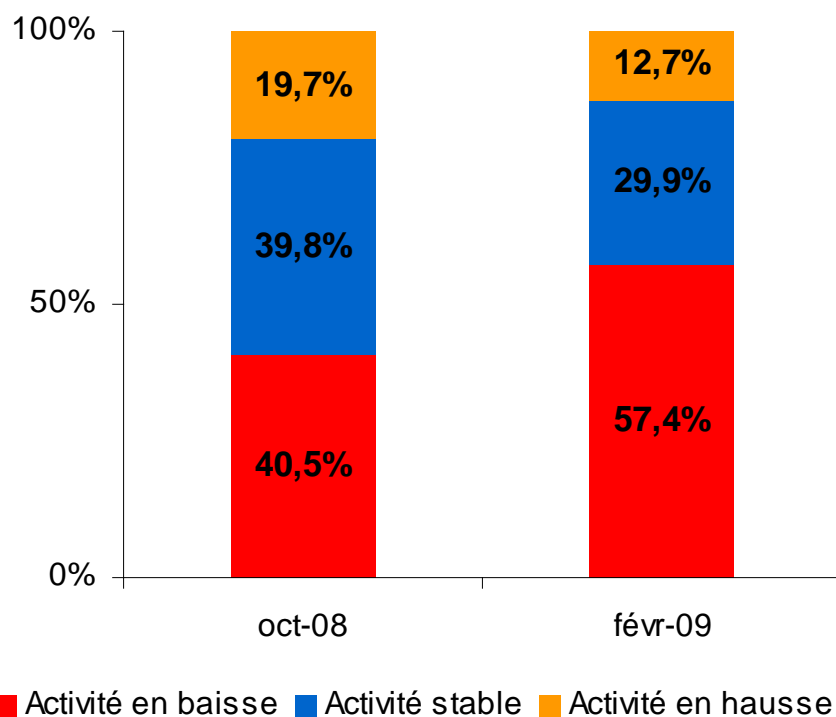
MARSEILLE PROVENCE  
CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE



# Le climat des affaires dans les Bouches-du-Rhône en février 2009



## → Le ralentissement économique se généralise



> A la différence du mois d'octobre où le ralentissement économique observé pour 40% des entreprises se faisant sans distinction notable suivant le secteur d'activité hormis l'immobilier, on note aujourd'hui des nuances selon les secteurs :

> Parmi celles qui ont déjà ressenti l'impact le plus fort de la crise :

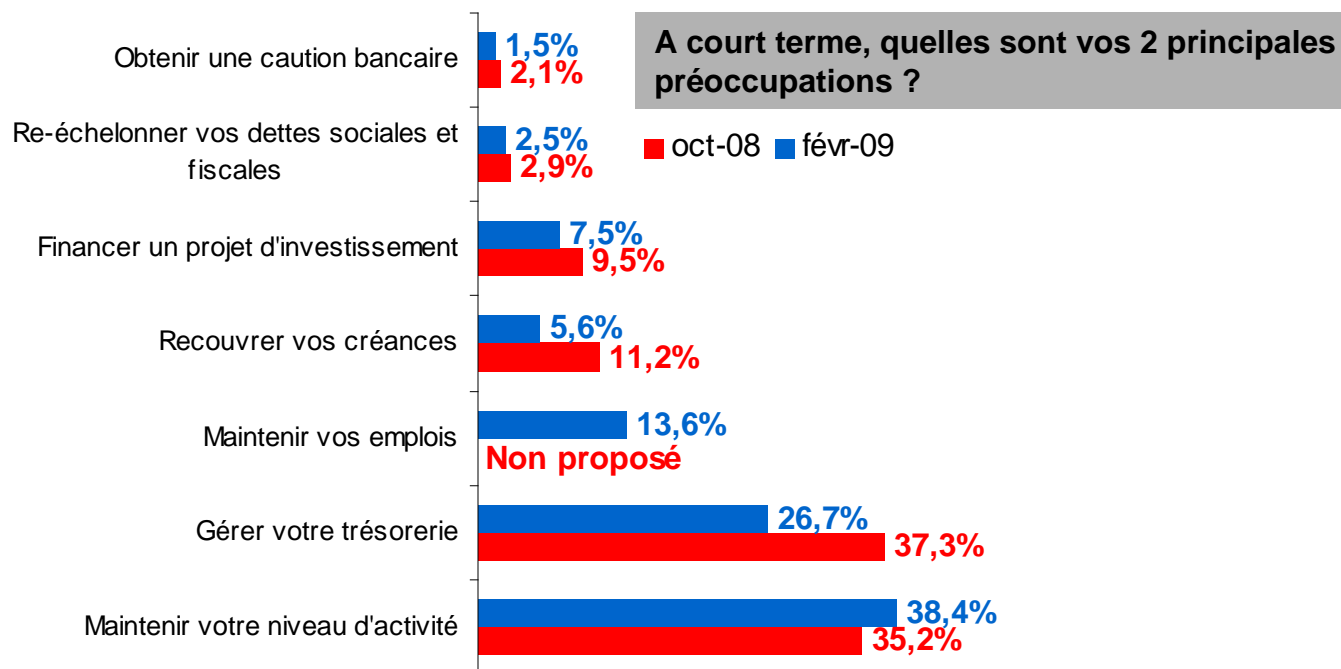
> **Les entreprises des services financiers et de la construction** (36,3% ont déjà ressenti l'impact le plus fort de la crise). Les effets de la crise immobilière ont effectivement démarré en début d'année 2008, la crise financière date de septembre 2008 et les entreprises de construction ont eu un dernier trimestre plutôt morose

> **Observatoire avancé :**

> Parmi celles qui pensent ressentir dans 3 mois l'impact le plus fort de la crise : **Les entreprises industrielles**



## → Des préoccupations qui évoluent...

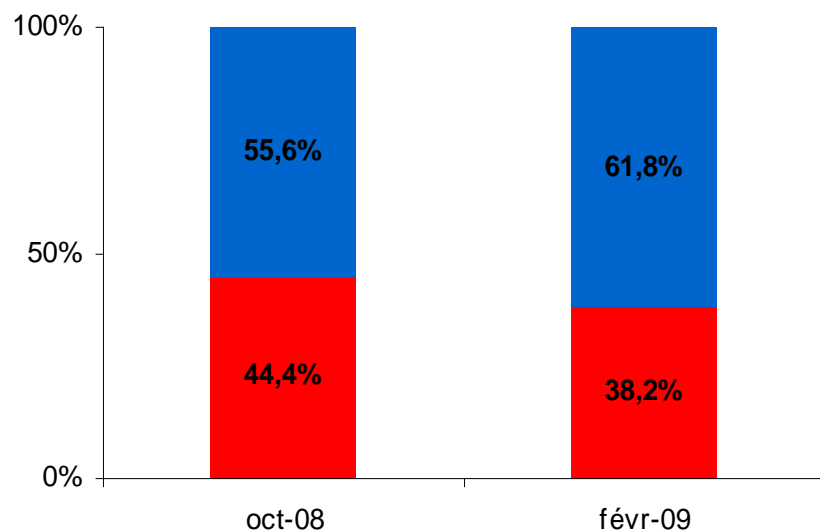


> **Un glissement des préoccupations de la gestion de la trésorerie dans un contexte de crise financière vers le maintien de l'activité dans un contexte de ralentissement économique.**

> Loin de la tourmente financière subie au mois d'octobre, le recouvrement des créances ou la gestion de trésorerie préoccupent moins les entreprises que le maintien de leur activité.



## ➔ Des relations avec les banques qui s'améliorent



- Je ne ressens pas les effets de la crise financière dans mes relations avec les banques
- Je ressens les effets de la crise financière dans mes relations avec les banques

### > Cette amélioration est liée à plusieurs facteurs :

La baisse du besoin de financement du fait des reports d'investissements.

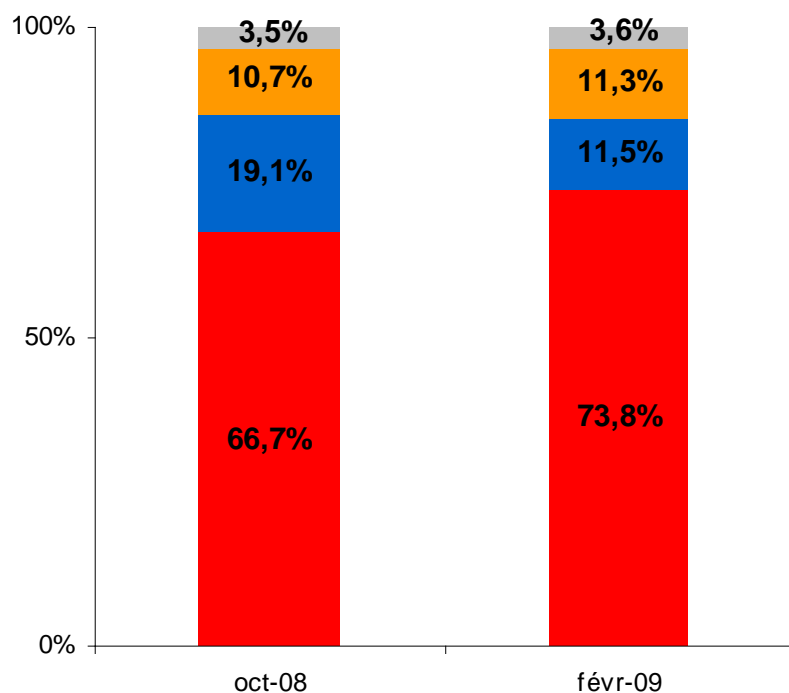
Des fonds supplémentaires octroyés aux banques pour financer les PME (17 milliards € d'excédents d'épargne réglementée ont été mobilisés et transférés aux banques, qui se sont engagées à les utiliser au profit des PME et des entreprises de taille intermédiaire )

La nomination du médiateur de crédit



## → Social : les entreprises résistent

Les intentions en matière d'emploi



- De mettre une partie de vos effectifs au chômage technique ou partiel
- De licencier ce mois-ci, dans 3 mois ou plus
- D'embaucher
- De maintenir vos effectifs

**Sur le plan social, les entreprises du département résistent.**

Le maintien des effectifs de l'entreprise est toujours la première intention en matière d'emploi des entreprises. Elle est en forte progression (+7 points)

Des intentions d'embauches qui chutent de 7 points, elles se situent au même niveau que des intentions de licenciement qui néanmoins progressent peu.

En janvier 2009, la hausse annuelle des demandeurs d'emploi dans les BdR (+8,7%) est contenue relativement à la région PACA (+11,6%) ou à l'ensemble de la France (+15,4%) (Source DRTEFP sur l'évolution des DEFM\*-cat 1).

\* Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois



# Dispositifs d'aide aux entreprises: notoriété et utilité

Lors de l'enquête réalisée en octobre 2008, la mesure prioritaire souhaitée par les entreprises concernait les aides publiques.

La CCIMP a donc choisi d'interroger les dirigeants d'entreprise sur leur degré de connaissance et sur l'utilité des principaux dispositifs d'aide mis en place par les pouvoirs publics, mobilisables en temps de crise.



## → Les mesures d'aide aux entreprises

3 groupes ressortent de l'analyse des résultats :

### > Les mesures à forte notoriété

**Il s'agit des mesures gouvernementales « Phares » du Plan de relance d'octobre 2008 qui ont bénéficié d'une forte communication nationale**

Sur les 7 mesures testées, ce sont celles qui bénéficient des niveaux de notoriété les plus importants

L'exonération de la TP sur les investissements et la désignation d'un médiateur de crédit sont connues par près de la moitié des entreprises

Le Fond Stratégique d'Investissement (FSI) dispose d'un bon taux de notoriété (les 20 milliards € annoncés pour intervenir en fonds propres dans les entreprises françaises porteuses de projets stratégiques).

Ces mesures bénéficient d'un niveau de notoriété supérieur à celui constaté par TNS Sofres au niveau national en décembre 2008 sur la même cible d'entreprises à l'exception du FSI, seule mesure à connaître localement un niveau de notoriété inférieur.

### > Les mesures à notoriété moyenne : les entreprises en ont entendu parler mais ne les connaissent pas bien et entre 40 à 50 % des entreprises ne les connaissent pas du tout

Le renforcement des moyens d'Oséo

La saisie des CCSF (voir page 21) pour étaler les dettes fiscales et sociales

### > La mesure dont la notoriété est la plus faible : il s'agit de mesure « décentralisée » gérée localement à vocation informative

Le parrain PME DRIRE

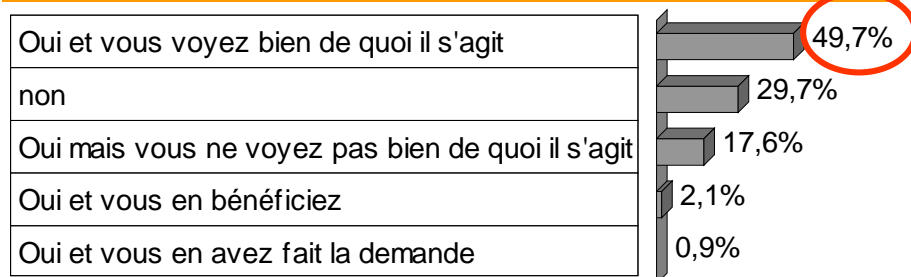
> **Toutes les mesures sont appréciées** (entre 76,1% et 86,8% des entreprises qui les connaissent les jugent plutôt ou très utiles)

## → Les mesures à forte notoriété

### > L'exonération de la taxe professionnelle

Elle est accordée pour les investissements acquis par les entreprises entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009.

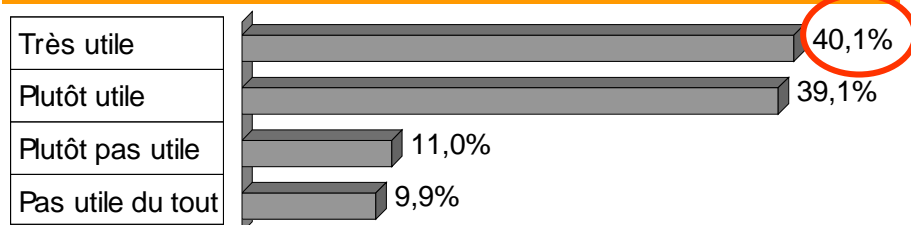
#### Notoriété de l'exonération de la taxe professionnelle sur les investissements jusqu'au 1er janvier 2010



> La mesure la plus connue de toutes : 70,3% des entreprises en ont entendu parler.

> le meilleur score en matière d'appropriation (49,7% contre 28,9% sur l'ensemble des mesures)

#### Utilité de l'exonération de la taxe professionnelle sur les investissements jusqu'au 1er janvier 2010



> En terme d'utilité

79,2% des entreprises qui la connaissent l'apprécient (plutôt utile ou très utile)

40,1% des entreprises la jugent très utile (meilleur score sur l'ensemble des mesures)

La mesure « championne » par excellence

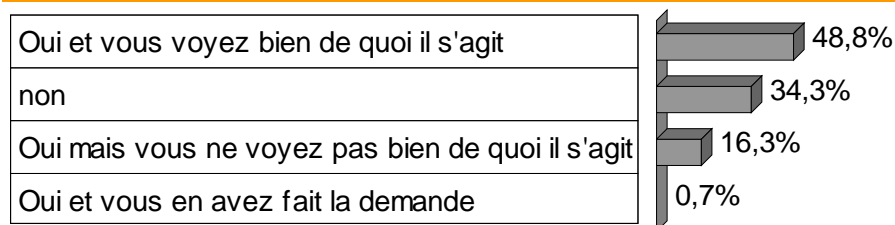
**Recommandations pour l'action : Rien à signaler**

## → Les mesures à forte notoriété

### > La désignation d'un médiateur de crédit

Toute entreprise peut saisir le Médiateur du crédit, directement ou par l'intermédiaire du Trésorier Payeur Général de son département qui rencontre avec sa ou ses banques des difficultés pour résoudre ses problèmes de financement. Elle est conduite dans chaque département par les médiateurs départementaux qui sont les directeurs de la Banque de France. Dans les Bouches-du-Rhône, le médiateur local est Bernard GAMEL Directeur régional de la BDF.

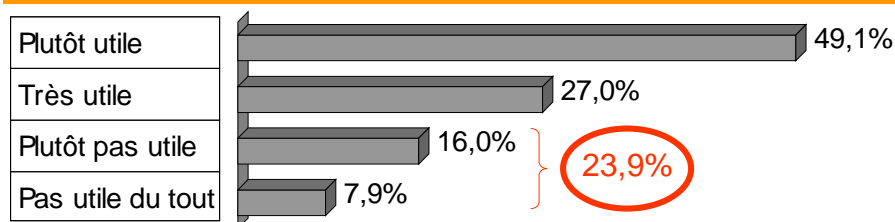
#### Notoriété de la désignation d'un médiateur de crédit



> 65,7% des entreprises ont déjà entendu parler de cette mesure

> Un bon score en matière d'appropriation : 48,8% des d'entreprises savent bien à quoi celle-ci correspond (contre 28,9% sur l'ensemble des mesures).

#### Utilité de la désignation d'un médiateur de crédit



> Mais la mesure la moins bien notée de toutes :

Une faible proportion d'entreprises (27% contre 34,6 sur l'ensemble des mesures) la jugent très utile et à l'inverse une forte proportion d'entreprises (16% contre 10,5%) la jugent pas utile du tout.

Ce jugement s'explique en partie par l'amélioration des relations avec les établissements bancaires (cf. Page 13)



P18 Pôle Ressources Economiques

MARSEILLE PROVENCE  
CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE

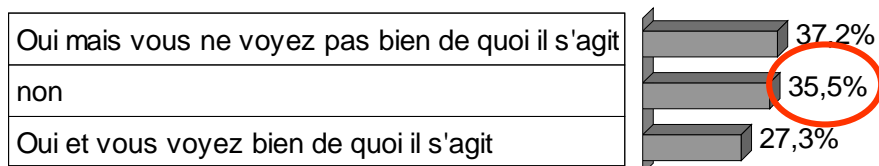


## → Les mesures à forte notoriété

### > Le Fond Stratégique d'Investissement

Il est destiné à soutenir les entreprises françaises jugées stratégiques durant la crise. La SA FSI détenue à 51% par la CDC et 49% par l'Etat français, intervient en fonds propres dans les entreprises françaises porteuses de projets stratégiques pour l'économie. Il est doté de 20 milliards €. A ne pas confondre avec les 22 milliards € de soutien à l'investissement des PME : 17 milliards via les banques, 5 milliards via Oseo (+ 4 milliards annoncés le 02/02/09).

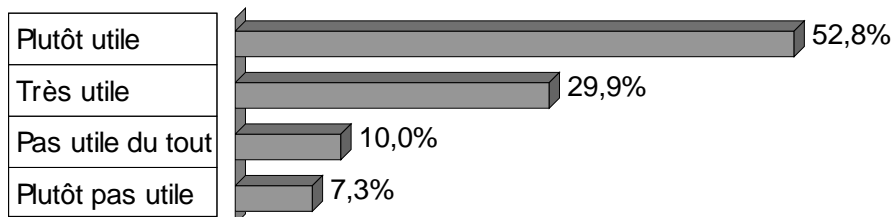
#### Notoriété du fond stratégique d'investissement (FSI)



> 35,5% des entreprises n'en ont pas entendu parler (contre 32% au niveau national en décembre 2008) et 37,2% en ont entendu parler mais ne savent pas en quoi la mesure consiste (contre 20% en moyenne sur l'ensemble des mesures).

Cette mesure est la moins connue de son groupe en particulier dans notre département : un effort de pédagogie est nécessaire localement pour que les entreprises puissent y avoir accès.

#### Utilité du fond stratégique d'investissement (FSI)



Une mesure appréciée par 82,7% des entreprises qui la connaissent mais qui manque encore certainement de lisibilité (aucune entreprise n'en avait bénéficié au jour de l'enquête) pour faire évoluer sa perception.

#### Recommandations pour l'action :

> Intensifier l'effort de promotion de ce dispositif localement qui, par son intervention en fonds propres, investit dans des projets qui ont vocation à être rentables et compétitifs pour l'économie française.

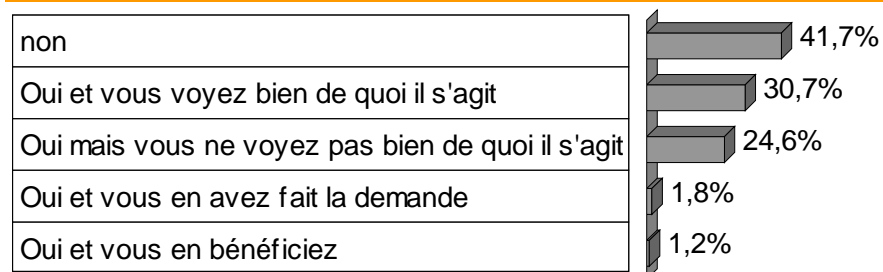


## → Les mesures à notoriété moyenne

### > Le renforcement des moyens d'Oséo

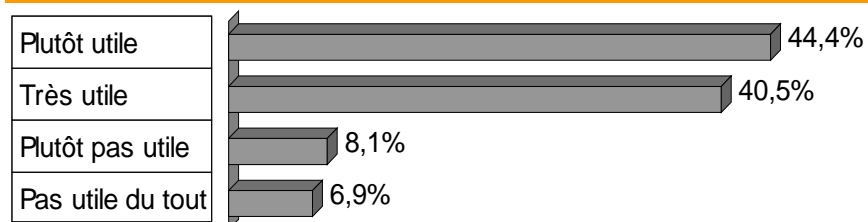
Oseo joue le rôle de banque publique d'investissement et soutient la croissance et l'innovation des PME. Ses interventions pourront concerner la garantie des prêts à court terme aux PME, les financements bancaires à court terme, ...

#### Notoriété du renforcement des moyens d'Oséo



> Une mesure dans la moyenne en terme de notoriété (58,3% des entreprises en ont entendu parler) et d'utilité (84,9% des entreprises qui la connaissent l'apprécient)

#### Utilité du renforcement des moyens d'Oséo



#### Recommandations pour l'action :

> Intensifier l'effort de promotion en particulier sur la cible des commerçants où le niveau de connaissance est faible (1 commerçant sur 2 n'en a jamais entendu parler) alors que la mesure peut les concerner.

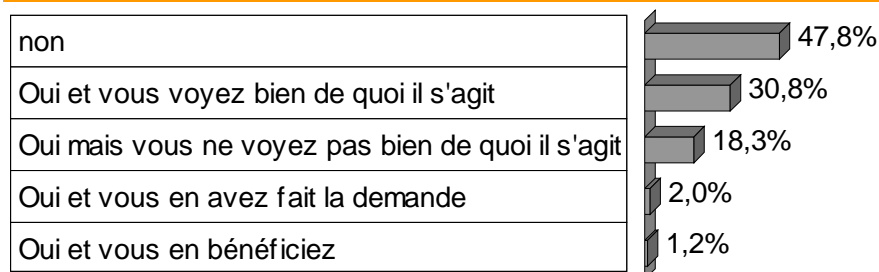


## → Les mesures à notoriété moyenne

### > L'étalement des dettes via les CCSF

La CCSF, commission départementale des chefs des services financiers et des représentants des organismes de sécurité sociale et assurance chômage, accorde des moratoires pour les dettes fiscales directes et indirectes et sociales.

#### Notoriété de l'étalement des dettes via les Commissions des Chefs de Services Financiers (CCSF)

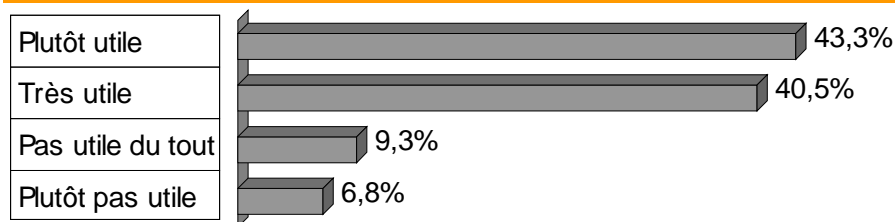


> 52,2% des entreprises en ont entendu parler.

> C'est la mesure la plus « utilisée » parmi celles proposées : 2% des entreprises en ont fait la demande, 1,2% en bénéficient . Il s'agit surtout d'entreprises qui déclarent une baisse de leur activité entre l'an dernier et cette année.

Cette mesure a été mise en place lors des conflits sociaux à Marseille à l'Automne 2006 ainsi que lors des inondation d'Arles en 2005. Elle reste malgré tout relativement peu connue.

#### Utilité de l'étalement de mes dettes sociales et fiscales via les CCSF



> Un niveau d'utilité qui se situe dans la moyenne des mesures.

#### Recommandations pour l'action :

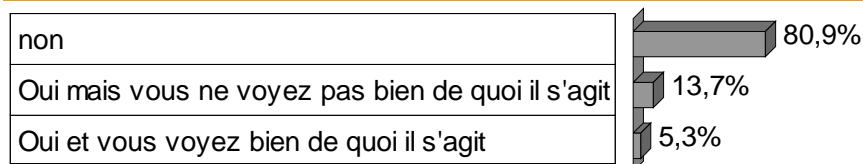
> Intensifier l'effort de promotion au niveau local

## → Les mesures à faible notoriété

### > Le Parrain PME/DRIRE

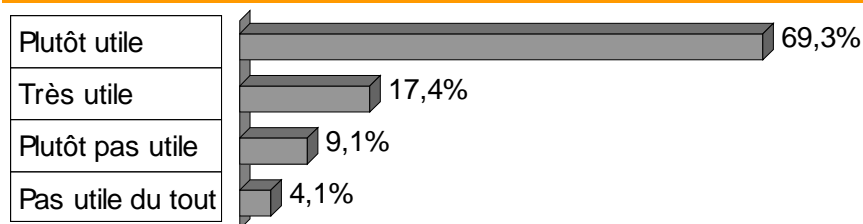
Au sein de chaque Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE), une personne est chargée de conseiller et d'orienter les PME pour leur permettre de bénéficier des mesures décidées par le gouvernement.

#### Notoriété du Parrain PME/DRIRE



> Ce dispositif figure parmi les moins connus (avec Allo PME) : plus de 8 entreprises sur 10 n'en ont pas entendu parler.

#### Utilité du Parrain PME/DRIRE



> En revanche, 86,7% des entreprises qui le connaissent l'apprécient.

#### Recommandations pour l'action :

> Intensifier l'effort de promotion au niveau local



# → L'observatoire avancé pour mesurer et agir

## > L'observatoire avancé des PME a trois objectifs principaux :

**Anticiper** les problèmes et les fragilités à venir par grands secteurs économiques et/ ou par territoires.

**Évaluer** l'impact de la crise sur le moral et la performance des entreprises locales et sur les investissements privés/publics, leviers de croissance pour le territoire.

**Préconiser** des actions pour soutenir l'activité économique

## > L'observatoire avancé des PME : un dispositif en 5 temps

1- **Dispositif d'enquêtes flash** terrain pour dresser un tableau régulier de la santé et du moral des entreprises des Bouches du Rhône- *Trimestriel*.

2- Analyse d'indicateurs existants et création d'**indicateurs locaux**, projetés pour anticiper les évolutions économiques à attendre sur notre territoire. A coupler avec des avis d'experts - *Mensuel pour partie*.

3- Analyse spécifique du **Baromètre 13**, conjoncture trimestrielle réalisée avec l'UPE 13 et la CCI d'Arles et les fédérations professionnelles - *Trimestriel*.

4- Tableau de bord des **investissements locaux publics et privés, leviers de croissance** - *Semestriel*.

5- Bulletins de **veille** - *Hebdomadaire*.

**Ce dispositif peut être complété par des analyses spécifiques complémentaires**



# Observatoire avancé des PME

Rendez-vous sur [www.ccimp.com](http://www.ccimp.com)  
[rubrique Ressources Eco]



**Attention!** Vous êtes à un clic de l'ensemble de l'information économique stratégique locale et c'est en accès libre...

Prochaine enquête flash : Juin 2009

Le Centre de Ressources Économiques de la CCIMP remercie les 786 entreprises qui ont répondu à cette enquête.